

Des écrivains publics qui exercent en prison

De notre rédaction d'Orléans
(Loiret)

Cette semaine, à Orléans (Loiret), l'Académie des écrivains publics de France organise une formation de deux jours pour ces professionnels, au centre pénitentiaire de l'agglomération. Objectif de cette session inédite en France : inciter les écrivains publics à venir exercer leur métier en prison, pour aider les détenus.

Pascal Martineau, écrivain public depuis douze ans, fait partie des animateurs de cette formation et exerce en prison depuis huit ans, à Orléans et Châteaudun (Eure-et-Loir).

« Nous ne sommes peu nombreux parmi les professionnels à intervenir en prison. À ma connaissance, il n'y en a pas d'autre dans la région, à Tours, Blois ou Châteauroux, dit-il. Le plus souvent ce sont des bénévoles qui assurent ce genre de mission. Or, il s'agit d'un réel



Pascal Martineau, écrivain public depuis douze ans exerce en prison depuis huit ans, à Orléans et Châteaudun.

(Photo personnelle)

service à apporter aux personnes détenues. »

Les prisonniers font appel à lui pour formaliser des échanges avec l'administration pénitentiaire, des demandes de confusion de peine, des lettres au

juge des affaires familiales, des démarches avec les avocats, etc. ou pour des besoins aussi basiques qu'un rendez-vous chez le coiffeur ou chez le dentiste.

L'écrivain public intervient

également pour des démarches administratives en ligne, auprès de la Caisse d'allocations familiales, des impôts ou d'autres administrations ou institutions. Mais il est beaucoup plus rarement sollicité pour des échanges d'ordre plus intime, avec la famille par exemple. « C'est une population en grande précarité. Mais en général, la communication est facile, les détenus se livrent facilement, ils savent qu'on est là pour les aider », poursuit Pascal Martineau.

Cette première action de formation s'inscrit dans le cadre d'une convention que l'Académie des écrivains publics a signée avec l'administration pénitentiaire pour promouvoir et développer cette activité en milieu pénitentiaire, et a été subventionnée par le ministère de la Justice. Douze stagiaires ont été retenus sur les 25 candidatures qui ont été reçues.

Christine Berkovicus